

DE ROUBAIX-TOURCOING

Un appel de la Fédération Socialiste du Nord

AUX ELECTEURS DU NORD

CITOYENS, Toute la presse réactionnaire, depuis la « Croix », la « Dépêche », jusqu'au « Progrès du Nord », est en joie parce que, affirmé-elle, le socialisme sort battu des élections de dimanche dernier. Cela est heureusement faux. La vérité, c'est que le Parti Socialiste est en progrès, les chiffres le prouvent. Nous perdons une trentaine de sièges, pourquoi ? Parce que le peuple, qui ne fut jamais un sentimentally républicain, a réuni dans de nombreux arrondissements tous les partis contre le socialisme. Le parti républicain n'a pas reculé devant une innoce réaction. Il en est résulté que ce bloc conservateur a profité du vice essentiel de la nouvelle loi électorale, qui accorde tous les sièges à la majorité absolue.

Mais nous gagnons des voix, c'est-à-dire des hommes. Dans le pays, plus de un million 700.000 électeurs ont donné, avec leur vote, leur confiance au Parti Socialiste, notre gain est donc de plus de 400.000 voix. Pour le Nord, les élections ont été plus qu'un succès législatif, elles ont été une victoire morale. Les candidats recueillis 21.000 voix, dimanche dernier, nos 23 candidats poussaient 149.000 voix, sans compter les voix des réfugiés. Mais tandis qu'en 1913 il y avait 436.466 voix, en 1919 il n'y en eut que 324.141, soit 32.325 en moins. Ce qui revient à dire qu'en 1919, sur 100 votants, 84,7 se prononcèrent pour le Parti Socialiste, en 1913, cette proportion s'élevait à 42.

Voulez la preuve de notre progrès. Il est évident que plus important que notre Parti n'a été saboté dans sa représentation réelle des élections. Notre manifeste-programme ne fut pas remis à temps aux électeurs; nos bulletins de vote furent distribués dans de nombreuses communes, soit le jour même de l'élection, soit le lendemain, c'est-à-dire trop tard. Ce qui n'empêcha pas 149.000 hommes de voter pour le Parti Socialiste. Notre succès est encore grand si des procédés bas et misérables employés par nos adversaires pour nous combattre. Contre nous, ils ne se servent que d'un truc qu'ils exploitent pour répandre la peur : le bolchevisme ! Ce fut tout leur programme. Ils savent cependant que les socialistes du Nord sont restés ce qu'ils étaient avant la guerre. Pour nous, il n'y a pas de socialisme possible tant que les bourgeois ne seront pas organisés en masses dans les syndicats et dans le parti de leur classe; tant que, par un effort obstiné, leur éducation politique et économique ne sera pas faite. La transformation socialiste de la société bourgeoise sera l'œuvre des travailleurs unis et conscients. Elle est une impossibilité dans les nations où le peuple est ignoré et inorganisé ! La force armée mise au service d'une dictature ne peut jamais créer une société supérieure, la société socialiste, dont les fondements sont : la grande production des richesses, source de bien-être, et la classe du travailleur par son intelligence et sa force d'organisation pour son émancipation.

Et tandis que nous faisons appel à la raison et à la conscience, nos adversaires nous ont transformés en bolcheviks pour exploiter les ignorants, les dupes et les peureux. En vue des élections municipales du 30 novembre, ils continuent leur besogne de réaction. Radicaux et conservateurs, cléricaux et libres-penseurs tentent de former un bloc inouïment pour battre le Parti Socialiste. Déjà, dans les grands centres où cette élection a abouti à une liste commune, les protestations se font entendre. Les républicains sincères et désintéressés sont scandalisés de l'attitude honteuse de leurs chefs, et ils s'approprient à faire leur devoir en votant pour la liste socialiste. Partout où nos candidats ne se trouvent en présence que d'une liste réactionnaire-républicaine, ils sont les seuls candidats républicains.

Les élections municipales seront pour le Parti Socialiste dans le Nord l'occasion de remporter une grande victoire. CITOYENS, N'oubliez pas en votant pour la liste socialiste, vous voterez le 30 novembre pour les électeurs sénatoriaux. Le combat continue contre toutes les réactions et contre l'immoralité politique. Nous vaincrons !

Pour la Fédération Socialiste du Nord, Le Bureau : G. DELORY, J. LEBAS, F. LOUIS.

Des Emprunts

QUATRE MILLIARDS POUR LES DOMMAGES DE GUERRE Paris, 22 novembre. — Le « Journal Officiel » publie : Finances. Arrêté autorisant l'émission d'obligations du Crédit National, pour faciliter la répartition des dommages causés par la guerre. Cet emprunt sera de quatre milliards, divisés en huit millions d'obligations de 500 francs (1) dont obligation rapportera un intérêt annuel de 25 francs.

POUR MULHOUSE Par arrêté du commissaire général à Strasbourg, est autorisé un emprunt de la ville de Mulhouse comprenant l'émission de 40.000 obligations de 500 fr. à 5 pour cent.

On ne part plus pour New-York LES TRANSATLANTIQUES. — SONT EN GREVE Le Havre, 22 novembre. — Les services techniques de la Compagnie Transatlantique (ajusteurs menuisiers, etc.), sont en grève. Le conflit est motivé par le rachat d'un détaché des charbonniers. Les Transatlantiques ne partent pour New-York sont immobilisés.

Il ne faut pas abuser de la Grève générale

Ainsi parle la Commission des Syndicats de la Seine

Paris, 22 novembre. — La commission exécutive de l'Union des Syndicats de la Seine adresse au comité général une lettre relative au vote du 7 novembre concernant la grève générale. La lettre dit notamment : « L'intérêt des organisations et des travailleurs que nous sommes chargés de guider et de représenter, nous oblige à dire que des décisions aussi graves, pouvant avoir des conséquences très dangereuses, ne peuvent pas être prises d'une manière aussi vive et inconsidérée. Nous pensons en plus pouvoir en dire les raisons. Nous ne pensons pas pouvoir laisser invoquer à tout moment, avec trop de légèreté, la menace de la grève générale. Cette menace ne peut être considérée comme remède universel applicable à tous les maux dont nous souffrons ; elle ne peut être aujourd'hui l'unique moyen d'action que la classe ouvrière peut mettre en œuvre pour manifester sa volonté. La grève générale, conçue dans un arrêt général et absolu de toute production, ne peut avoir aucune valeur et elle aura la plénitude de sa valeur révolutionnaire que le jour où la conscience prolétarienne sera suffisamment développée pour la faire suivre aussitôt d'une application générale des principes créateurs issus de la classe ouvrière. Nous croyons donc de notre devoir de dire également que les ouvriers doivent exécuter attentivement la grève générale et, en toutes circonstances qui la suivront. En post-scriptum de la lettre, les membres de la Commission exécutive déclarent que le Comité général du 12 novembre 1919 ayant décidé de considérer comme sans valeur les interprétations diverses et tendancieuses parues dans la presse et ayant approuvé les déclarations du Bureau déclinant le sens de l'action, décident : « Le Bureau et la Commission exécutive ont relégué leur démission ».

Les revendications des Mineurs anglais

AUGMENTATION DE SALAIRES DE 60 p. 100 ET LA JOURNÉE DE 7 HEURES Londres, 22 novembre. — On sait que les ouvriers mineurs anglais ont obtenu une augmentation de 60 pour cent de leurs salaires, la journée de sept heures. Les patrons ont offert une augmentation de 30 pour cent. Les ouvriers des mines britanniques ont envoyé de nouvelles propositions aux patrons dans lesquelles ils demandent le relèvement de 40 pour cent, ils insistent sur la mise en vigueur de la journée de sept heures.

Singuliers bulletins de vote

OU VA L'ARGENT ? Le soir des élections législatives, au cours du dépouillement des scrutins, on trouva dans l'urne de la 3^e section du 12^e arrondissement de Paris un bulletin blanc auquel était épinglé un billet de cinq francs. Les scrutateurs qui firent cette découverte se bornèrent à annexer le bulletin parmi les nuls, sans en faire mention spéciale au procès-verbal. Aussi, grande fut la surprise du président du Tribunal civil de la Seine quand le jour du recensement des votes à l'Hôtel-de-Ville, il découvrit les cent sous.

Qui sera Président des Ministres belges ?

ON DIT QUE C'EST M. MAX, BOURGMESTRE DE BRUXELLES Bruxelles, 22 novembre. — Le roi a aujourdhui une longue conférence avec M. Max, bourgmestre de Bruxelles, élu le 16 novembre. Dans les milieux politiques, on assure que M. Max sera chargé de la formation du nouveau cabinet.

Le costume civil des démobilisés

La date extrême du 31 octobre 1919, primitivement fixée aux démobilisés pour faire la demande d'un costume civil contre remboursement de la somme de 52 francs, est reportée au 15 janvier 1920. Les demandes qui avaient été établies après le 31 octobre, et qui avaient été retournées par le dépôt démobilisateur, pourront être produites à nouveau.

L'accusé JUDET devient accusateur

Paris, 22 novembre. — Le commandant Albert, chargé d'instructions contre MM Judet et Paul Meunier, a reçu, aujourd'hui, une lettre de l'ancien directeur de « l'Eclair », la sixième depuis l'ouverture de l'enquête. M. Judet ne présente pas sa défense et ne répond pas aux accusations portées contre lui, mais relève le cas de diverses personnes qui, pendant la guerre, ont fait du commerce avec l'ennemi.

CELLES QUI FIRENT FUSILLER A FOURMIES

ELLES SONT CONDAMNÉES A 10 ANS DE TRAVAUX FORCÉS Paris, 22 novembre. — Le 4^e Conseil de Guerre du Gouvernement militaire de Paris a rendu aujourd'hui son jugement dans l'affaire des dénonciations qui étaient inculpées les femmes Aubert et Egloff, qui, en novembre 1915, firent, par leurs agissements, condamner à mort pendant l'occupation allemande, à Fourmies, le sergent Roelion. Le lieutenant-colonel Belle, dans son réquisitoire, a demandé une double condamnation capitale. Après plaidoiries de M^{me} Delaboste et Python, Angèle Aubert et Louise Egloff ont été condamnées chacune à 10 ans de travaux forcés et 10 ans d'interdiction de séjour.

LES Elections Législatives

Le dépouillement des votes des réfugiés. — Les rectifications des chiffres donnés lundi. — Le nouveau classement. — Les élus seront officiellement proclamés mardi.

La Commission de Recensement a enfin procédé hier à la rectification des procès-verbaux du scrutin de dimanche dernier. De nombreuses erreurs ont été retrouvées. Elles portent d'ailleurs sur les trois listes. Signalons les principales pour la liste Socialiste. Dans les chiffres donnés lundi il manquait : A DELORY, 511 voix. — A LOUIS LOUIS, 1.197 voix. — A MELIN, 218 voix. — A RAGNEBOOM, 166 voix. — A BRACHELET, 436 voix. — A COITZ, 311 voix. — A ESCOFFIER, 600 voix. — A HENTGES, 268 voix. — A PIERPONT, 354 voix. — A SAROT, 398 voix.

LES ELUS On peut donc, dès maintenant, considérer comme définitivement élus : LISTE SOCIALISTE DELORY, GONIAUX, LEBAS, SAINT-VENANT, INGHELS, ESCOFFIER, LEFEBVRE, FRANÇOIS, GUESDE, PLET, COUTEAUX. LISTE REPUBLICAINE M. l'abbé LEMIRE, DANIEL-VINCENT, DELESALLE, LOUCHEUR, PASQUAL, MACAREZ, VERNIER, René LEFEBVRE. LISTE REACTIONNAIRE M. Plichon, GHOUSSEAU, VANDAME, DESROTOLLES, CRESPÉL.

A MARDI Le dépouillement des 650 enveloppes des réfugiés restants sera repris mardi matin à dix heures. Le résultat définitif sera proclamé vers midi.

Le plus jeune Député Socialiste du Nord Comme nous le faisons prévoir hier, le classement des candidats socialistes a été fortement modifié par les rectifications des chiffres proclamés un peu hâtivement lundi dernier. Notre ami Ernest Couteaux est maintenant définitivement élu, en remplacement du camarade Beauvillain, qui continue néanmoins à tenir sur la liste une place des plus honorables.

1^{re} Circonscription du Pas-de-Calais Les résultats provisoires. — La proclamation des Elus ne se fera que la semaine prochaine. On trouvera ci-dessous les résultats donnés par les communes des arrondissements d'Arras, Valenciennes et Saint-Vul, dans le scrutin de dimanche dernier. Les chiffres donnés précédemment n'étaient qu'approximatifs, car il manquait une trentaine de communes.

LISTE SOCIALISTE : moyenne... 3.100 voix LISTE REPUBLICAINE : moyenne 4.000 voix LISTE REACTIONNAIRE : moyenne... 2.900 voix

LISTE Socialiste 1^{er} DELORY 153.968 voix 2^e GONIAUX 162.432 3^e LEBAS 152.247 4^e SAINT-VENANT 152.041 5^e INGHELS 151.659 6^e ESCOFFIER 151.605 7^e LEFEBVRE 151.515 8^e GUESDE 151.461 9^e PLET 151.334 10^e COITZ 151.445 11^e BRACHELET 150.877 12^e DESORLIN A. 150.872 13^e O. SAROT 150.794 14^e REAUVILLAIN 150.792 15^e MELIN 150.758 16^e COPPEAUX 150.745 17^e RAGNEBOOM 150.664 18^e HENTGES 150.554 19^e PIERPONT 150.335 20^e LOUIS Louis 150.307 21^e BLANCAERT 150.289 22^e BECKEL Maairie 150.191 23^e VANDERSCHOTTEN 148.153

LISTE Républicaine 1^{er} L'abbé LEMIRE 144.234 2^e DANIEL VINCENT 136.658 3^e DELESALLE Ch. 136.657 4^e LOUCHEUR 136.536 5^e PASQUAL Léon 135.445 6^e MACAREZ 132.117 7^e VERNIER 131.736 8^e LEFEBVRE René 130.599 9^e DAVAINÉ Emile 130.509 10^e GOBERT Léon 130.181 11^e BALAVOINE Jules 129.459 12^e LE ROY Alfred 129.272 13^e BRUGUET Louis 129.232 14^e LEDIC François 127.611 15^e WATON 127.401 16^e MARIE 126.676 17^e FERRON 126.237 18^e FERRON Adolphe 125.964 19^e PORTÉ Georges 125.003 20^e TERQUEM Henri 124.993 21^e DUPLOIT Jules 122.743 22^e CHAS Henri 121.951 23^e ADRIENNE G. 120.556 24^e GABELIN Ernest 118.962

LISTE Réactionnaire 1^{er} G. BROUSSARD 392.210 voix 2^e Jean Plichon 390.684 3^e G. VANDAME 389.442 4^e DES ROTOURS 389.793 5^e A. CRESPÉL 389.237 6^e H. LANGIERS 389.279 7^e E. APPLINCOUET 385.507 8^e P. DUFOUR 385.285 9^e F. DELIGNÉ 384.556 10^e V. DILIGENT 384.538 11^e O. THIRIEZ 384.169 12^e M. CHRIS 384.042 13^e M. CHAPPEY 384.035 14^e H. LEGRAND 383.944 15^e AH. GRESTEM 383.902 16^e L. SION-ARNOULD 383.690

Une entente se dessine la Presse parisienne

Le Ministre du Travail la règle

Paris, 22 novembre. — Les directeurs de journaux dissidents (Feuille Commune) ont été reçus hier soir, à six heures, par M. Collard. Ils ont fait au ministre du Travail l'histoire de leur conflit actuel et lui ont exposé les conséquences du lock-out patronal. La délégation a demandé au ministre d'intervenir pour le rapprochement des deux parties. M. Collard a pris cette demande en considération.

Ce matin, le ministre a reçu une délégation du Comité de grève des ouvriers de la presse qui est venue l'entretenir de la commission mixte dans le but d'examiner les conditions dans lesquelles un accord pourrait être conclu en vue de la reprise du travail. Le ministre a immédiatement transmis cette demande au président de la commission technique du Syndicat de la Presse Parisienne, qui a promis une réponse à sa communication.

LES « LITHOS » REPRENENT Les lithographes en grève ont décidé la reprise du travail pour lundi matin, avec correctif que la grève reprendra mercredi si, à cette date, les choses ne sont pas tranchées, conformément aux clauses de leur cahier de revendication.

OUVRIERS ET PATRONS DISCUTENT Paris, 22 novembre. — Les délégués de la commission mixte des ouvriers de la presse se sont réunis cet après-midi, au ministère du Travail, avec les représentants du Comité technique des Syndicats de la Presse Parisienne.

Les directeurs de journaux ont fait valoir les difficultés de la situation financière avec lesquelles ils sont aux prises, notamment le renchérissement des matières premières. Ils ont déclaré qu'il leur était impossible, pour le moment, d'ajouter de nouveaux tarifs à ceux qu'ils ont déjà consenti en faveur de leur personnel. Ils ont ajouté qu'ils étaient disposés à reprendre les ouvriers au fur et à mesure de la reprise du travail.

Après une longue discussion, les délégués ouvriers ont pris acte des déclarations patronales, qu'ils doivent reporter à leurs camarades au cours de l'assemblée générale des grévistes qui aura lieu lundi après-midi.

Le parricide de Cappelle

L'ASSASSIN PRESUME EST ECROUÉ A LA PRISON DE LILLE Dans la matinée d'hier, René Ballet, mis en état d'arrestation sur mandat de M. le juge d'Instruction Marché, comme étant l'auteur, ou l'un des auteurs présumés de l'assassinat de son propre père, M. René Ballet, a été transféré à Lille par les soins de la gendarmerie de Cassinoy.

Des renseignements arrivés au Parquet, il a été dirigé sur la Maison d'Arrêt et écroué sans avoir subi un nouvel interrogatoire. Dans la soirée de samedi on lui a fait savoir qu'il pouvait faire choix d'un avocat.

D'autre part, le cadavre de l'assassiné amené à Lille, sera autopsié ce matin à la Faculté de Médecine, par M. le docteur Duffinell, médecin légiste.

Ajoutons que M. Benoît, chef de la police mobile de Cassinoy, Bercé, deux inspecteurs, à l'effet d'enquêter sur le drame que nous avons relaté hier dans tous ses détails, afin de trouver des preuves de la culpabilité de René Ballet et au cas où il n'y aurait pas de coupable, il en existe ainsi qu'il est permis de le supposer.

On va élever un monument au Blanc-Nez

Prochainement doit avoir lieu l'inauguration d'un monument élevé en l'honneur du Blanc-Nez, à la mémoire des patriotes français et anglais morts pour la défense du droit. A ce sujet on rappelle le curieux souvenir d'une fête patriotique qui eut lieu en 1793, au sommet du cap Blanc-Nez, souvenir qui est inscrit dans un des documents de la Société historique du Calvados.

On a érigé un monument au Blanc-Nez. La majorité moyenne de la liste socialiste sur la liste réactionnaire est d'environ 10.000 voix. On remarquera que M. Sougey, le « retourneur de capote » carinois, arrive huitième et bon dernier de la liste des Union-Scristains. C'est le candidat qui, comme nous l'avons déjà dit, l'élection de nos amis est assurée, mais la proclamation des résultats définitifs ne peut encore être faite, car il manque encore les résultats du dépouillement des votes des réfugiés.

Grâce à la mauvaise volonté évidente apportée par l'administration préfectorale, qui ne peut encaisser sans mauvaise humeur le coup dur qu'elle a reçu, ces résultats ne seront connus que très tardivement. On nous assure que le personnel nombreux et occupé au travail du dépouillement, une douzaine d'employés seulement ont été mis par la Préfecture du Pas-de-Calais à la disposition de la Commission. L'échec des candidats officiels était dès lors certain. L'administration semble se désintéresser totalement du dépouillement. Les conseillers généraux, membres de la Commission de recensement, ne se dérangent même pas pour assister aux séances.

Ab ! si ces bons républicains qui s'appellent Taillandier, Paris ou Sougey étaient arrivés en tête, je vous assure que ça aurait marché rondement. Tout serait bacié, terminé, enregistré et proclamé dès aujourd'hui. Mais on n'est pas pressé de proclamer élus les socialistes qui ont embrouillé les candidats de M. le Préfet. On laisse tout en plan. Les sacs contenant les enveloppes des réfugiés sont abandonnés à la merci du premier venu, dans les couloirs de la Préfecture. Il a fallu la vigoureuse intervention de nos amis pour que, désormais, les scellés soient apposés sur les portes de la salle où les enveloppes sont déposées en attendant le dépouillement.

Celui-ci sera terminé peut-être mardi, peut-être mercredi, peut-être jeudi MM les membres de la Commission de Recensement sont convoqués pour ces trois jours-là. C'est tout simplement scandaleux ! M. le préfet du Pas-de-Calais a tort de vouloir faire son petit Clémenceau. On ne nous fait pas prendre de la peau de lapin pour de la peau de tigre.

Suicide et non crime à Grenay M. le juge Billé, chargé d'instruire l'étrange affaire de Grenay, où Mme veuve Masson fut trouvée la tête traversée par une balle de revolver, avait ordonné l'autopsie du cadavre. L'opération fut menée par M. le docteur Quéau, qui conclut que la mort était due au suicide.

M. TARDIEU organise notre Reconstitution

Il a vu hier Dunkerque et Lens

Après avoir visité Lille, où, comme nous l'avons dit hier, M. Tardieu, ministre des Régions Libérées, s'est occupé de l'organisation de notre reconstitution, le Ministre s'est rendu hier à Dunkerque et à Lens, où les opérations de reconstitution l'ont vivement occupé.

Wagons et belaires desserviront Dunkerque Le nouveau Ministre des R. L. est arrivé à Dunkerque samedi matin, et s'est rendu à la Sous-Préfecture, où avaient été convoqués les représentants de services du Port, des Ponts-et-Chaussées, du Chemin de fer, ainsi que M. Drioux, régisseur du Ravitaillement du port de Dunkerque, et M. Lecomte, inspecteur général des Matières, et inspecteur général des Coûts.

Une Commission a été désignée pour s'entendre avec la Compagnie du Chemin de fer du Nord, sur le nombre et la répartition des wagons destinés à servir de matériel de transport des céréales, ainsi que des autres denrées ou matériels de ravitaillement destinés aux R. L. Cette Commission est composée de MM. de Lavernay, sous-préfet ; Mousnier, inspecteur en chef du Port ; Coquelle, du B. N. C. et Drioux, régisseur du Ravitaillement.

Il a été décidé de faire revenir à Dunkerque une certaine quantité de belaires, qui sont, paraît-il, retournés à Conflans. La moitié du fret serait payée par l'Etat. Son port va recevoir un grand nombre de wagons à la disposition des Belaires, qui ont actuellement M. Duclos a demandé qu'une douzaine de personnes soient mises à sa disposition. Ces personnes, qui seraient de véritables volontaires, pourraient employer journellement trois ou quatre wagons de plus, et l'on pourrait, si le Chemin de fer pouvait arriver à fournir les wagons nécessaires, expédier environ 600 tonnes de céréales de plus chaque jour.

M. Tardieu est reparti de Dunkerque en auto pour le Pas-de-Calais. Il était accompagné de MM. Monod, Dubois, Naudin, et Anicet, chef de Cabinet.

Maisons et gare nouvelles feront revivre Lens

Le Ministre des Régions Libérées est arrivé à Lens, à trois heures, accompagné de M. le Préfet du Pas-de-Calais, ainsi que d'un certain nombre de personnels administratifs. Il a été reçu par le citoyen Baxay, avec lequel il s'est entretenu quelques instants. Il a examiné entre autres le plan de reconstitution de la ville, mais la question qui retint le plus son attention fut celle de la gare, qui lui parut insuffisante pour faire face au trafic des matériaux destinés à la reconstitution.

Le créateur d'une nouvelle ville autour du Marais, sortant de la fosse numéro 6 de Lens, et aboutissant au nouvel Allouart, a été décidé. Cette gare servira une gare spéciale à proximité des dépôts de matériaux, et sera construite par les Services des Régions Libérées. Cette importante question réglée, le Ministre a visité plusieurs caves, et s'est entretenu avec les habitants.

Il a ensuite visité le nouvel hôpital, et les écoles de la place du Quinquin et Joanne d'Artois. M. Tardieu a demandé des renseignements, et s'est entretenu avec divers personnes. De retour à la Mairie, le Ministre improvisa une conférence sur la situation de la région, le programme de l'Etat pour l'avenir. Il a déclaré que ce programme comprendra deux parties, d'abord celle de l'excécution immédiate, consistant à construire des matériaux provisoires en nombre suffisant, pour loger les personnes qui vivent actuellement dans les caves ; l'autre partie dont l'excécution sera immédiate, et qui consistera à construire des matériaux définitifs.

On sait que la Société des Mines de Lens fera de son côté construire mille maisons. En outre, un programme prévoit aussi l'arrivée à Lens d'une quantité considérable de matériaux destinés à la reconstruction définitive. Cette question du transport de ces matériaux a été soulevée, et le Ministre a assuré l'arrivée de ces matériaux nécessaires, soit par chemins de fer, ou par les rivières.

On espère toutefois assurer l'arrivée de ces matériaux nécessaires, soit par chemins de fer, ou par les rivières. Le cas échéant, entre autres, sans être en état, en deux étapes : la première permettra la circulation des bateaux de trois cents tonnes, et la seconde celle des bateaux de 600 tonnes. La visite de M. Tardieu a laissé les habitants riantes en espoirs. « Espérons que ceux-ci se réaliseront ».

Le président de la République va décorer Metz et Pont-à-Mousson

Paris, 22 novembre. — Le Président de la République est parti hier soir à 21 h. 30, pour Strasbourg, où il sera reçu à 22 h. 30, par le préfet de la ville, et se rendra à la séance solennelle de l'ouverture de l'Université. M. Poincaré a quitté Strasbourg samedi soir à 10 heures, et se rendra à Metz, où il sera reçu par le préfet de la ville, et se rendra à la séance solennelle de l'ouverture de l'Université. Le Président de la République sera de retour à Paris dimanche soir.

Le Kaiser sera jugé au printemps prochain

On apprend de Londres que les milieux diplomatiques affirment que l'acte d'accusation de l'ancien Kaiser est définitivement rédigé. Les Allemands entameront la procédure des la réhabilitation du traité. Le procès aura lieu au printemps prochain.

A LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL

Washington, 22 novembre. — Après deux semaines de chaudes discussions entre les groupes des patrons et les délégués ouvriers, un accord a été établi sur le problème des heures de travail par la reconnaissance de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures. L'application de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures s'étendra aux transports par mer et par canal.

On pillait ferme des camps américains Bordeaux, 22 novembre. — La police vient de procéder à de nombreuses arrestations dans les anciens camps américains de la région de St-Sulpice avec leurs entrepôts et stocks considérables. « Vingt individus ont été saisis, et cinq soldats défilés à l'autorité militaire. Les autres ont été maintenus dans les camps et deux autres soldats, qui venaient pour le compte de leur compagnie, ont été saisis par les délégués. Les gardes ont pu saisir sur le fait, des socialistes, qui emportaient dix magnétos. De plus, une enquête est ouverte pour tenter de découvrir les auteurs de la dégradation des quantités considérables de marchandises, et dix mille francs, dont la provenance reste suspecte ».